

Chers (es) amis invités,

Chers (es) camarades invités d'Asie, des Amériques, d'Afrique, du Proche et du Moyen orient, d'Europe,

Chers (es) camarades,

Bienvenue à notre 52^{ème} congrès confédéral.

Au nom de la direction confédérale sortante, au nom de toute la Confédération, je vous souhaite la bienvenue à notre 52^{ème} Congrès.

Bienvenue à tous les délégués venus de toute la France. Merci à tous vos syndicats qui ont permis votre participation dans cette période difficile mais pour autant passionnante, souvent éprouvante pour les équipes syndicales face aux appétits du patronat et du gouvernement. Cette période est marquée par une campagne de dénigrement du syndicalisme menée au plus haut niveau de l'état et une attaque sans précédent contre les droits et moyens syndicaux.

Vous êtes près de 1000 délégués présents aujourd'hui, et pour une grande majorité d'entre vous, 80%, c'est la première fois que vous assistez à un congrès confédéral. Cela mérite d'être souligné.

Je voudrais également saluer l'ensemble de nos invités qui vont se succéder tout au long de la semaine et qui vous seront présentés chaque jour. Je sais que vous leur réserverez l'accueil chaleureux et fraternel de la CGT.

Tous les congrès sont des moments importants de notre vie démocratique, celui-ci n'échappe pas à la règle, dans une période où de nombreux repères de notre société sont bousculés au travers de crises institutionnelle, politique ou sociale.

Dans cette situation nationale et internationale tout à fait inédite, il est normal et logique que des débats, des interrogations, voire des doutes existent parmi les citoyens mais aussi dans notre organisation. Il est tout à fait capital pour nous de trouver des réponses collectives dans une CGT en phase avec les défis de son temps et qui ne doit pas se refermer sur elle-même.

Je vous l'ai dit, parmi nos invités, 107 sont des camarades qui viennent de 60 pays, d'autres continents. Ils représentent 87 organisations. Ils viennent nous rencontrer, échanger avec nous à partir de leur expérience et leur culture syndicale.

Nous avons eu hier une riche journée de travail et de débats. Nos échanges ont permis de mesurer l'importance de travailler ensemble, de se rassembler autour de projets et revendications communes. C'est la meilleure façon de lutter contre les divisions que cultivent patronat et gouvernement.

Depuis toujours, notre activité internationale s'est construite sur la solidarité avec les peuples et les travailleurs du monde. Dans les mouvements pacifistes et contre le colonialisme, contre toutes formes d'impérialisme. Aujourd'hui encore, cet internationalisme solidaire doit s'exprimer.

- Avec le peuple palestinien, dont je salue la présence de nos camarades de la PGFTU, Shaher SAED, Secrétaire général et Ashraf AWAR-ASSI, Secrétaire national, victime du colonialisme d'un pouvoir israélien qui bafoue sans cesse les résolutions de l'ONU et qui tue des populations dans un silence ahurissant de la communauté internationale.
- Solidarité avec nos amis cubains dont je salue la présence de nos camarades de la CTC, Carmen LOPEZ, Première secrétaire générale adjointe et Ismaël DRULLET, Secrétaire international, victimes d'un renforcement du blocus de l'administration TRUMP, plus prompt à soutenir un président autoproclamé au Venezuela que de favoriser un processus démocratique et pacifiste dans les seules mains du peuple vénézuélien.
- Solidarité avec nos camarades de la CUT du Brésil dont je salue la présence de Quintino

MARQUES SEVERO, Administrateur, face au fasciste, raciste, homophobe et sexiste BOLSONARO, qui veut classer le syndicat comme organisation terroriste. Un président brésilien qui ne doit son élection qu'à l'arrestation arbitraire de notre camarade métallo, LULA.

Oui, mes camarades, notre solidarité doit s'exprimer partout et toujours dans ce monde à l'égard de nos camarades victimes d'injustice, de répression et d'un impérialisme aux multiples visages. C'est que nous faisons contre le géant Mac DO avec nos camarades américains, contre les banques françaises qui soutiennent la colonisation de la Palestine ou l'extension du tramway à Jérusalem, pour les libertés syndicales en Turquie, en Corée du Sud et en Iran.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire, notre activité internationale ne peut se limiter à des postures, à des déclarations même les plus pertinentes ou les plus incisives, ou bien encore à nos seules affiliations européennes ou mondiales.

Ces questions ne peuvent donc être l'affaire de spécialistes à quelque niveau que ce soit, de la Confédération jusqu'au groupe et au syndicat.

Plus que jamais, le thème de la mondialisation, des enjeux européens, de surcroît à quelques jours d'une échéance électorale, sont au cœur de la réalité du monde du travail et des citoyens en général.

Ce thème est souvent brandi comme prétexte aux suppressions d'emplois et aux reculs sociaux, à la déréglementation du droit du travail pour favoriser les mouvements du capital et in fine accentuer la mise en concurrence des travailleurs et des peuples.

Les accords de libre-échange comme le CETA ou aujourd'hui le JEFTA en sont la parfaite illustration. Ils sont dictés par des organisations comme l'OMC ou le FMI qui, faut-il le rappeler, ne sont pas des émanations de l'ONU, contrairement à l'OIT.

Nous vivons dans un monde qui change, qui bouge. Certains du côté du capital y voient un immense terrain de jeu leur permettant d'engranger des fortunes colossales, lorsque l'on sait que 1% des habitants de la planète possèdent autant que 50% des citoyens qui y habitent.

Le symbole de ce monde du capital étant le PDG d'Amazon, première fortune du monde estimée à 127 milliards d'euros dans une entreprise modèle pour les financiers et les politiques. Une entreprise qui vous le savez, ne paie pas d'impôts dans notre pays et où la devise sociale est : si tu te plains, tu es viré.

Nous vivons dans un monde de guerre, d'une violence économique et sociale inouïe, qui ne respecte pas sa terre nourricière. Sur cette planète, il est bon de rappeler qu'il y a plus de morts à cause du travail qu'à cause des guerres.

Les conséquences sont également dramatiques pour les populations, avec le développement de la misère, du chômage et du travail informel. Ainsi, les migrations au sein même de l'Afrique sont cent fois supérieures à celles de l'Afrique vers l'Europe. Enfin, on peut évoquer les conséquences sur la planète du dérèglement climatique.

Voilà les dégâts causés par le capital.

Face à l'ensemble de ces phénomènes, on assiste à un repli sur soi, à la montée du racisme avec la résurgence de partis d'extrême droite, qu'on qualifie pudiquement de populistes. Ces phénomènes touchent largement l'Europe et si on parle régulièrement de l'Italie, de la Hongrie ou de la Pologne, cette montée de l'extrême droite frappe également des pays qualifiés, peu de modèle social comme la Suède ou la Finlande.

Le thème des migrants serait l'unique question et enjeu des prochaines élections européennes. Il faudrait choisir, selon MACRON, entre une migration maîtrisée ou une fermeture totale des frontières. La mode est de nouveau à la construction de murs.

Depuis sa dernière intervention télévisée, le président de la République a cependant choisi de suivre la route de l'extrême droite en évoquant l'art d'être français et en proposant de renforcer des contrôles aux portes de l'Europe.

D'autres considèrent que la priorité serait de les aider à rester chez eux. Oui, il faut de véritables coopérations entre états afin de favoriser le développement économique mais aussi social dans tous les pays.

Mais peut-on rester à ne rien faire et continuer à compter les morts, noyés en Méditerranée ou de froid en traversant les Alpes ?

C'est notre fierté de combattre en faveur de l'accueil des migrants dans des conditions dignes, comme l'ont fait nos camarades de la Fédération de l'Energie en mettant à disposition des centres de vacances.

Tout comme c'est notre fierté d'être dans les luttes aux côtés des travailleurs pour obtenir leur régularisation et les mêmes droits que les autres travailleurs dans notre pays.

Sur la base de ces valeurs, nous sommes à l'aise dans nos affiliations européennes, et internationales, et nous les assumons pleinement car nous recherchons le contact et l'unité avec le plus grand nombre d'organisations syndicales. L'importante présence de délégations internationales au congrès le démontre.

Nous agissons avec le poids qui est le nôtre pour tenter avec d'autres confédérations d'influer sur le syndicalisme européen et mondial. Nous ne sommes ni complaisants, ni suffisants. Nous savons être critiques lorsque nous pensons que la stratégie choisie est trop timorée ou qu'elle se fourvoie. Cela tient plus à quelques élus à la tête de ces organisations qui ne respectent pas toujours les engagements et orientations votés en Congrès.

C'est ce que nous avons fait dans le cadre de la préparation et lors du dernier congrès de la CSI autour la candidature de notre camarade Susana CAMUSSO de la CGIL d'Italie, qui a rassemblé près de 50% des voix sur une démarche syndicale différente, un syndicalisme de transformation sociale, un syndicalisme de luttes.

C'est sur cette démarche que nous avons obtenu qu'une manifestation pour la défense du droit de grève et des libertés syndicales ait lieu à Genève à l'occasion de la 100^{ème} Conférence Internationale du Travail, une première mondiale.

Cette mobilisation aura lieu le 17 juin prochain. Ce sera l'occasion de réaffirmer le besoin de renforcer la place et le rôle de cette organisation de l'ONU qui porte, dans le cadre de sa déclaration de Philadelphie suite à la seconde guerre mondiale, que le travail n'est pas une marchandise. Il faut donc renforcer le pouvoir de sanctions effectives de l'OIT avec la mise en place d'un tribunal permettant de sanctionner les entreprises ou les états contrevenant aux règles sociales internationales.

A l'approche des élections européennes, on mesure la défiance des citoyens sur ce qui est de plus en plus une institution au service du capital, à l'image du vote du Brexit au Royaume uni. Mais nous croyons et nous militons pour une autre Europe, une Europe plus fraternelle, plus solidaire et surtout sociale.

C'est que nous avons porté lors de la manifestation à Bruxelles le 26 avril dernier avec une forte présence des drapeaux rouges de la CGT. Une initiative qui marque notre volonté, avec d'autres confédérations de pays européens, d'un syndicalisme combatif.

Mais nos affiliations européennes ou internationales ne nous limitent pas dans nos relations. C'est ainsi que nous avons renforcé nos relations avec la CTC cubaine à l'occasion notamment du déplacement à Cuba d'une délégation de la CGT que j'ai conduite en Novembre 2017, ce qui n'était pas arrivé depuis au moins 30 ans.

La France n'échappe pas à cette réalité du monde malgré un contexte politique que beaucoup

qualifient d'inédit avec l'arrivée de MACRON au pouvoir. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la politique qu'il s'applique à mettre en œuvre est loin d'être inédite. C'est même du réchauffé.

Nous avons été confrontés ces trois dernières années à de profonds bouleversements sur l'échiquier politique mais avec des constantes dans les politiques menées.

Le gouvernement actuel poursuit les attaques contre les droits sociaux en culpabilisant le monde du travail, avec des remises en cause des libertés collectives et individuelles, une stigmatisation des migrants avec une montée constante des idées d'extrême droite et de l'influence électorale du front social.

Pour ceux qui l'ont oublié, François HOLLANDE a été président de la République et avait été élu en désignant la finance comme son ennemi. Notre 51ème Congrès s'est tenu au début d'un cycle d'une importante période de mobilisation contre la loi dite EL KHOMRI mais fortement inspirée par le ministre de l'économie de l'époque, un certain Emmanuel MACRON.

Le gouvernement de l'époque avait changé d'ennemi en ciblant le monde du travail et en remettant en cause le code du travail, c'est-à-dire la base des garanties collectives minimum et le socle social de notre pays.

Même sur des valeurs essentielles dites de gauche, ce gouvernement a ouvert une porte très droitière avec son projet de loi sur la déchéance de nationalité. C'est dans ce contexte de fortes contestations, de pertes de repères et de valeurs que François HOLLANDE a renoncé à se présenter pour un second mandat. Le résultat obtenu par le candidat du parti du président a montré l'ampleur des dégâts. Une débâcle précédée par une fuite vers d'autres cieux d'une partie de ses dirigeants.

Cela s'est fait en parallèle de l'irrésistible ascension de celui qu'on nous a présenté comme un homme providentiel, en dehors des partis traditionnels. Un jeune homme avec des idées neuves qui allait révolutionner la politique. Ni de gauche, ni de droite bien au contraire, aurait dit Coluche. C'est le fameux en même temps.

MACRON a été élu président certes, mais dans des conditions que certains refusent encore d'admettre. Il est le plus mal élu de la 5ème république avec un taux d'abstention et de bulletins blancs et nuls records et face, encore, à un candidat ou plutôt cette fois ci, une candidate du Front national.

Un second tour dont une partie de la classe politique semble s'accommoder mais qui révèle le malaise profond de la société et l'ampleur de la crise que traverse notre pays.

Nous l'avons dit également, on ne pourra indéfiniment nous opposer le choix entre le pire et le moins pire. Le Front national, rebaptisé aujourd'hui Rassemblement national, est notre pire ennemi. Jamais, nous ne favoriserons l'accession au pouvoir d'un parti raciste.

Mais on ne pourra nous faire le coup indéfiniment de crier au loup après l'avoir laissé entrer dans la bergerie. Car la montée du Rassemblement national est bien le résultat de plusieurs années de politique d'austérité, de crise sociale et politique profonde, de déceptions et de renoncements sans qu'aucune autocritique ne soit formulée par ceux qui se sont partagés le pouvoir pendant près de quatre décennies.

Ni de gauche, ni de droite mais avec l'arrivée en force de ministres ayant soutenus FILLON ou JUPPE au premier tour, dont le premier d'entre eux, Edouard PHILIPPE. Celui-là même qui, en 2016, pestait contre les dockers du Havre et demandait leur expulsion des piquets de grève par la force.

Les élections législatives qui ont suivi la présidentielle ont donné une majorité absolue au président de la République. Mais ce scrutin a surtout été marqué par une abstention record au second tour, 57%, soit 12% de plus qu'en 2012. Là aussi, un record sous la 5ème République.

Des députés qu'on nous a présentés à l'image de MACRON, jeunes, nouveaux en politique et

venant de la société civile. La fameuse société civile !

A y regarder de plus près, ces nouveaux députés représentent principalement une catégorie, les fameux CSP plus et il ne reste plus qu'un seul ouvrier parmi eux.

Dès son élection, le gouvernement s'est attaqué en priorité, et c'est tout un symbole, au droit collectif, finissant ainsi le travail commencé par HOLLANDE. Une attaque en règle contre les garanties collectives avec la casse du Code du Travail et le renvoi de la négociation vers l'entreprise, voire vers les salariés.

C'est la mise en place des CSE avec la suppression des CHS/CT et plus de la moitié des droits syndicaux. Ainsi à la SNCF ou chez RENAULT, les syndicats vont perdre plus de 50% de leurs moyens. Finie la proximité avec les collègues. C'est aussi la réduction des moyens de la médecine du travail, le plafonnement des indemnités prudhommales, la liste est longue.

Les lois contre le monde du travail s'enchaînent avec la loi sur la formation professionnelle, l'assurance chômage, l'école, la santé et la protection sociale, et aujourd'hui les retraites, de nouvelles privatisations comme celle d'ADP, même s'ils n'avaient pas prévu le référendum, ou encore la réforme de la SNCF.

C'est une attaque sans précédent contre la fonction publique et les fonctionnaires avec un objectif de suppression de 120 000 emplois et la casse de leur statut.

C'est la base même de notre système social qui repose en premier lieu sur la solidarité qu'ils veulent détruire.

Le travail et son soi-disant coût reste plus que jamais l'ennemi du pouvoir en place. SARKOZY était le président des riches, MACRON est bien le président des ultra riches qui supprime l'impôt sur la fortune pour ses amis.

Pour eux, c'est ça être moderne et faire du neuf, ils se nomment sans vergogne des progressistes alors qu'ils n'ont comme seul projet qu'un retour au 19^{ème} siècle. Le travail à la tâche, la charité et la carte bleue qui remplace la carte vitale.

Depuis notre dernier congrès, nous avons multiplié les journées de mobilisation et d'action interprofessionnelle. En 2016, il y a eu 16 journées de grèves au niveau national sans compter les actions dans les ports ou les raffineries par exemple.

Cela s'est conjugué avec des grèves professionnelles à l'instar du formidable mouvement de nos camarades cheminots au printemps 2018 contre la casse de leur entreprise. Nous avons mis en avant et tenté de cristalliser la colère du pays. Que n'avons-nous entendu durant cette période, notamment après l'élection de MACRON ?

La CGT exagère comme d'habitude, il n'y a pas de mécontentement dans le pays. Ce sont des passésistes.

Et aujourd'hui, nous aurions peur ou serions inquiets du mouvement dit des Gilets jaunes. Surement, les mêmes qui nous disaient il y a plusieurs mois, que les mobilisations n'étaient plus d'actualité, que nous exagérons lors de nos déclarations que la colère était grande et profonde dans ce pays. D'autres ont même écrit que nous aurions été négociateur à l'Élysée la fin de ce mouvement, le 10 décembre dernier.

A l'heure des fake-news, rien ne les arrête. Non, nous n'avons pas peur des mouvements sociaux, même si celui-ci nous conforte dans nos analyses, sur notre présence ou notre absence dans les entreprises et notre place dans toute la société, sur l'image que nous pouvons renvoyer d'un syndicalisme un peu trop plan-plan.

Ce mouvement n'est-il pas, pour une bonne part, le reflet de ce qu'on appelle nos déserts syndicaux mais j'y reviendrai.

Ce mouvement des gilets jaunes s'est construit dans un premier temps contre l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers. Le MEDEF a essayé de s'engouffrer dans cette brèche en voulant généraliser le débat sur la suppression de toutes les taxes. C'est ce qui a soulevé certaines de nos interrogations sur une partie des initiateurs de ce mouvement.

Et vous savez que quand le président du MEDEF, ROUX de BEZIEUX, évoque les taxes ou les charges, il cible d'abord et avant tout les cotisations sociales et l'impôt. Eh oui, l'ISF, ça le concerne.

Rapidement, des revendications sociales comme la hausse du SMIC, la justice fiscale comme le rétablissement de l'ISF ou la place des services publics ont fleuri sur les ronds-points. Notre position a été sans équivoque dès la fin du mois de novembre.

Partout où cela est possible, agissons ensemble, gilets jaunes et gilets rouges. Et c'est que nous faisons dans de nombreux départements et régions avec des mobilisations et des échanges depuis fin novembre, avec des choses intéressantes à la clé.

Cela ne nous empêche pas d'être lucides sur les réalités et les contradictions de ce mouvement, on le voit par exemple à la lecture des listes pour les élections européennes. Lucides donc en évitant entre nous toutes formes de caricatures.

Cela ne nous empêche pas de rappeler y compris aux gilets jaunes que le cœur de la l'opposition capital-travail, c'est bien dans les multinationales, que les manifestations le samedi, c'est bien, mais que les grève dans les boîtes, la semaine, c'est indispensable.

Attachons-nous à relayer ce que dit la CGT, pas ce qu'on essaye de lui faire dire où ce qu'on aimerait qu'elle dise.

Mais on comprend cette volonté du pouvoir et du patronat d'éviter à tout prix que des convergences se développent et se consolident. Car c'est ça qui est plus que jamais d'actualité pour nous.

Après avoir fait des annonces en trompe l'œil, le 10 décembre, nous en avons détaillé les réalités, MACRON a décidé de lancer ce qui l'a appelé "le grand débat". Pendant trois mois, il a multiplié les déplacements très médiatisés avec des rencontres diffusées en direct sur les chaînes d'infos. Mais pas un débat, vous l'avez noté, dans une entreprise.

Des débats qui ressemblaient plus à des salles de classe avec le professeur MACRON expliquant aux élèves citoyens les bienfaits de sa politique. Nous avons refusé de participer à cet enfumage.

Bien nous en a pris car, comme d'habitude, le président en a tiré les conclusions qu'il voulait : Je vous ai entendus, j'ai mesuré vos difficultés, on pourrait dire mais je maintiens le cap de mes réformes car nous sommes sur la bonne voie. Fermez le ban.

Aujourd'hui, le calendrier a été précisé par le Premier Ministre mais les objectifs restent les mêmes. Celui-ci nous a conviés la semaine dernière pour participer à la mise en œuvre de ce calendrier. Mais de qui se moque-t-on ?

Nous avons refusé de participer à ce rendez-vous la semaine dernière, en rappelant au Premier Ministre, nos propositions concrètes et urgentes.

Face aux manifestations, le pouvoir reprend les bonnes vieilles méthodes de la répression.

En 2016 déjà, VALLS et la droite accusaient la CGT de complicité avec les « casseurs ». Rappelez-vous, l'ancien président du MEDEF nous traitait de terroristes et un pseudo éditorialiste a osé nous comparer à Daesch.

C'est le Front national qui demandait l'interdiction de la CGT et, aujourd'hui, c'est un député de la République en Marche qui demande la même chose dans les Bouches du Rhône.

C'est une honte pour notre pays qu'un représentant de la majorité présidentielle demande

l'interdiction d'un syndicat à l'instar d'un parti d'extrême droite. Il a même osé porter plainte contre la CGT, ce qui a valu une convocation au commissariat de notre camarade Olivier MATEU.

Nous assistons à une forte répression policière, l'utilisation d'armes comme les LBD, avec de nombreux blessés, des personnes mutilées à vie. Mais c'est aussi cette image de jeunes, agenouillés et ligotés les mains dans le dos, humiliés publiquement.

Quand un état se conduit ainsi avec sa jeunesse, c'est une honte. Lors du 1^{er} Mai à Paris, c'est le cortège de la CGT qui a été à plusieurs reprises la cible de violentes charges policières. L'objectif du gouvernement était clair : qu'il n'y ait pas de défilé syndical.

Je veux remercier l'ensemble de nos camarades présents et en premier lieu les volontaires du service d'ordre pour leur sang-froid et leur courage face aux provocations orchestrées par CASTANER. Il ne nous a pas volés notre 1^{er} Mai !

Mais aujourd'hui, nous demandons des comptes au ministre de l'Intérieur. Nous demandons l'enquête publique afin de savoir a donné ces ordres !

Cela s'accompagne d'une remise en cause des libertés individuelles et collectives avec le vote d'une loi au parlement qui restreint le droit de manifester. Répression gouvernementale et patronale se conjuguent parfaitement. Et ils tapent durs sur les militants et les élus CGT.

Plus ils parlent de dialogue social ou partenaires sociaux, plus les sanctions tombent, comme à la SNCF ou EDF durant le conflit de l'année dernière. Notre slogan « *pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales* » est plus que jamais d'actualité, alors ne laissons rien passer.

Permettez-moi de saluer et d'exprimer, au nom du congrès, notre solidarité et tout notre soutien à l'ensemble de nos camarades victimes de cette répression.

Je l'ai dit, ces trois années ont connu des luttes importantes, souvent à caractère national ou dans des professions mais aussi dans les entreprises. J'ai évoqué celle des cheminots mais on pourrait rajouter la santé avec les EPHAD, les urgences ou la psychiatrie.

On pourrait citer celles dans l'énergie, le commerce. Celles dans l'éducation, les finances publiques ou dans l'industrie avec les GM&S, FORD, ARJO ou ASCOVAL dont je veux ici saluer la victoire des salariés. La liste est longue. Des luttes du quotidien, concrètes pour ceux qui les mènent dont nous ne savons pas toujours valoriser les avancées et les succès obtenus.

Mais des luttes insuffisantes au regard des attaques et en nombre de travailleurs et de travailleuses impliqués pour inverser les choix gouvernementaux et patronaux.

Je le concède, la Confédération n'a peut-être parfois pas été assez réactive. Par exemple, à l'automne 2017, au moment des ordonnances MACRON, nous avons engagé une riposte dans l'unité.

Suite aux problèmes internes de FO, nous n'avons certainement pas su prendre les initiatives nécessaires pour prolonger le processus engagé. Il y a certainement à réfléchir aux formes et aux rythmes des actions qui permettent à tous les salariés, je pense aux plus précaires et aux nombreux intérimaires de s'engager et de participer.

J'entends parfois des camarades évoquer leur agacement des journées dite saute-moutons, des manifestations « promenade de santé » ou l'inutilité des actions le samedi car on ne bloque pas l'économie. Enfin tout ça, c'était avant le mouvement des gilets jaunes d'ailleurs.

Mais nous sommes confrontés à deux problèmes majeurs, me semble-t-il. D'abord donner du sens à la notion de convergences au sein même de la CGT. Des camarades me reprochent souvent la multitude de dates qui s'empilent dans nos calendriers émanant de différentes fédérations. D'autres nous renvoient aux principes de la démocratie syndicale et du fédéralisme pour justifier leur choix (et pas qu'en matière de journées d'actions). Je me suis donc repenché sur l'Article 21 de nos statuts qui traite de ce sujet.

Toutes les organisations de la CGT :

- 1) Disposent d'une pleine autonomie d'expression, de décision et d'action dans le respect des présents statuts,
- 2) Recherchent entre elles, en permanence, la coopération, la complémentarité avec les autres composantes de la CGT, la prise en compte des intérêts communs à tous les salariés.

Et les deux points sont indissociables. Lutttes professionnelles et interprofessionnelles ne s'opposent pas. Elles sont complémentaires mais nous devons toujours veiller à rechercher les convergences. On peut agir côte à côte en conjuguant revendications spécifiques et mots d'ordre plus généraux. Nous avons une fâcheuse tendance en interne à considérer que son problème, ça doit être le problème de tous.

Oui, la protection sociale, c'est essentiel, mais pour des salariés dont l'usine va fermer, on peut admettre qu'ils aient d'autres priorités. Oui, il faut de la visibilité dans les luttes, et des trains qui ne roulent pas, ça alimente plus les médias qu'une mairie en grève. Doit-on pour autant décaler toute initiative interprofessionnelle ou professionnelle lorsque les cheminots sont en grève ?

Le second problème, c'est notre difficulté à mieux ancrer les actions et la grève dans les entreprises. Il ne s'agit pas de culpabiliser les syndicats, les militants dans les boîtes, car je sais qu'ils donnent beaucoup.

Il s'agit de travailler d'abord la confiance dans l'action et d'agir au plus près des collègues et surtout avec eux. Pouvoir aussi discuter des modalités de la lutte et ne pas décider à leur place ou en leur nom.

Travailler le tous ensemble, c'est conjuguer ces deux aspects et ne pas faire de raccourcis malgré l'urgence.

Des dates professionnelles sont en perspectives dans les prochains jours. Dans l'Enseignement privé, le 16 mai, pour les Ports et docks, le 10 mai et le 3 juin, en lien d'ailleurs avec l'énergie qui démarre une semaine d'initiatives dans toute la France dès le 20 mai, et les cheminots avec une manifestation nationale le 4 juin à Paris.

Les camarades de la fonction publique travaillent sur les suites du 9 mai. Comment faisons-nous en sorte que ces mobilisations puissent donner lieu à des actions plus larges, non pas en terme de solidarité mais rassemblant salariés et usagers, salariés d'une même filière, etc.

Dans le même temps, nous pourrions lancer un vaste débat avec tous les syndiqués de la CGT sur les conditions et les modalités d'une mobilisation générale s'inscrivant dans la durée.

La confiance des travailleurs pour se mobiliser et agir se gagne aussi dans la capacité des organisations syndicales à agir ensemble. La question de l'unité syndicale reste un enjeu majeur dans notre pays.

Regarder dans les pays voisins, en Italie, en Belgique ou en Espagne par exemple. Il y a pluralisme et diversité syndicale et, pour autant, des mobilisations unitaires existent. Nous devons prendre cette question à bras le corps là-aussi en toute lucidité et sans en rajouter.

Nous avons des positions diamétralement opposées sur bon nombre de sujets, principalement avec la CFDT pour mettre les pieds dans le plat. Ce n'est d'ailleurs pas l'unique syndicat en France avec qui nous avons des différences. Mais avec cette dernière, le fossé se creuse depuis des années autour de notre conception même du syndicalisme.

Ce n'est pas en cultivant ses oppositions, ni en se traitant de noms d'oiseaux que nous persuaderons de cette nécessité d'unité, que nous gagnerons la confiance de ceux qui veulent agir.

Cela n'empêche pas, dans bon nombre d'entreprises et services, de mener des luttes

communes, à l'instar de ce qui s'est fait le 9 mars dans la fonction publique et au niveau des retraités depuis des mois sur un périmètre un peu différent.

Sachons au moins, entre nous, accepter ces différences de situation. La question unitaire n'est pas une finalité en soi mais elle doit demeurer un moyen.

Il faut évidemment que les travailleurs et les travailleuses s'en mêlent car dans l'histoire du mouvement syndical de notre pays, les conquêtes sociales ont toujours été obtenues dans un cadre unitaire.

Oui, le syndicalisme en France a de nombreuses responsabilités, et nous les assumons.

Mais on ne peut pas tout demander au syndicalisme, même si c'est la CGT, de combler les manques, les trahisons ou les reniements d'autres. De ce point de vue, il y a défaillance du politique de manière globale. Les alternatives politiques manquent pour conforter et appuyer le mouvement social et les luttes.

Nous sommes attachés à notre indépendance, ce qui ne nous empêche pas, bien au contraire, d'être disponibles pour travailler, échanger et agir avec d'autres, et nous le faisons, que ce soient des associations, des partis politiques. Mais nous ne voulons être ni des faire-valoir, ni une force d'appoint.

Contestation ne peut se conjuguer qu'avec propositions.

Nous pouvons aligner sur une feuille le nombre de lois dont nous devrions demander le retrait. Cela donnerait un ouvrage volumineux, peut-être à plusieurs volumes. Mais nous sommes plus ambitieux.

D'ailleurs, en d'autres temps, à une époque différente, j'en conviens, mais tout aussi difficile si ce n'est plus, nos anciens ont choisi cette voie. Celle de proposer, malgré les difficultés, une véritable alternative sociale intitulée « Les jours heureux », le programme du Conseil national de la Résistance avec la création entre autres de la sécurité sociale sous la responsabilité d'un ministre communiste et CGT, le ministre des travailleurs, Ambroise CROIZAT.

Pourquoi ce qui fut possible dans un pays dévasté par la guerre ne le serait pas aujourd'hui alors que les richesses n'ont jamais été aussi importantes ?

Vous le savez tous, plus de 57 milliards d'euros ont été versés en dividendes aux actionnaires l'an dernier, ce qui fait de la France la championne du monde en la matière. Et le CAC 40 vient de progresser de 18% depuis le début de l'année.

On le sait, ces profits viennent pour une part de nombreux cadeaux fiscaux ou exonérations de cotisations. Pour 2018 par exemple, le double effet CICE et sa transformation en baisse de cotisations, va rapporter 20 milliards d'euros aux entreprises.

Avec 20 milliards par an, il est possible d'éradiquer la pauvreté en portant les minimas sociaux à 1 000 euros par mois. La fin de l'ISF aura généré un manque à gagner de 4,6 milliards d'euros aux finances publiques. A titre de comparaison, le budget des sports est à peine supérieur au milliard d'euros et celui du CNRS est à 3,3 milliards.

On pourrait évoquer la fraude et l'évasion fiscale. Un pognon de dingue, quoi !

De l'argent, il y en a beaucoup pour satisfaire les besoins sociaux. Ce ne sont pas les dépenses qu'il faut réduire mais bien les recettes qu'il faut augmenter en taxant le capital et les ultra-riches.

C'est parce que nous sommes un syndicat de transformation sociale, un syndicalisme de propositions que nous en avons formulé 19 urgentes compte tenu de la situation du pays. Des propositions pour répondre aux urgences sociales, fiscales, démocratiques et environnementales. Je ne veux pas toutes les détailler, vous les connaissez. Permettez-moi d'insister sur quelques points.

Il y a urgence à augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux. Nous revendiquons un SMIC à 1 800 euros. Cela suppose dans le même temps une revalorisation proportionnellement équivalente pour tous les salaires, soit plus 20% pour tous.

Et il faut le dire haut et fort. La seule solution pour augmenter le pouvoir d'achat, c'est l'augmentation des salaires. Un salaire socialisé pour financer la protection sociale et un salaire de base qui reconnaît à leur juste valeur, les qualifications et les diplômes. Nous devons regagner du terrain sur cette question des salaires car il y a de plus en plus de confusion dans la tête des salariés mais aussi des syndiqués.

Payer des cotisations sociales, c'est essentiel car ce salaire différé sert tout au long de la vie. C'est une vraie bataille idéologique à mener face à ceux, patronat et gouvernement, qui parlent de charges.

Il y a urgence à ce que l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes deviennent une réalité. C'est la revendication première du monde du travail, femmes et hommes confondus. Outre le fait que cet écart soit inacceptable, le résorber permettrait une recette pour la sécurité sociale de l'ordre de 5,5 milliards d'euros par an.

Il y a urgence à la conquête de nouveaux droits collectifs, c'est le sens de notre projet de Code du travail du 21^{ème} Siècle avec notre proposition de NSTS et la sécurité sociale professionnelle.

Il y a urgence pour une véritable justice fiscale avec, en premier lieu, le rétablissement de l'ISF, j'en ai parlé, mais aussi la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. « On va vous faire aimer l'impôt » ont titré sur un tract nos camarades de la Fédération des Finances. Voilà un slogan à contre-courant, symbole d'une CGT qui refuse de se fondre dans le moule du capital.

La bataille autour de la protection sociale est essentielle. C'est un enjeu majeur et prioritaire pour la CGT. Les retraites font l'actualité car, sous couvert d'égalité mais surtout d'économie, le gouvernement veut fondamentalement changer notre système.

Faut-il rappeler que chaque gouvernement qui a modifié le système nous a toujours assuré que c'était la bonne et surtout la dernière. Le régime par points, c'est perdant-perdant sur toute la ligne pour les futurs retraités, voire les retraités, puisqu'en gros, la baisse des pensions serait la seule variable d'ajustement pour maintenir en équilibre le système ou pour réduire la dépense publique.

MACRON, dieu de l'enfumage, nous a promis de ne pas toucher à l'âge de 62 ans tout en voulant mettre en place un nouveau système de décote du niveau des pensions. En clair, vous pourrez toujours partir à 62 ans mais en crevant la dalle, on vous conseille donc de partir à 64 ans ou plus.

Selon un récent sondage, 2/3 de personnes interrogées s'opposent à un report de l'âge de la retraite, plus d'une majorité souhaitant d'ailleurs le retour à 60 ans, et 2/3 également n'envisagent pas de cotiser plus longtemps.

Plutôt que se défendre, soyons à l'offensive aussi sur ce sujet. Sans rentrer dans les détails, nous revendiquons le maintien du système par répartition, un système solidaire et intergénérationnel avec le retour à un âge de départ à 60 ans voire à 55 et 50 ans pour les travaux pénibles et un taux de remplacement minimum de 75%.

Cette revendication est essentielle pour nous. Elle touche à moyen ou à court terme tout le monde. La campagne que nous venons de lancer sur le mode « ne jouez pas vos droits à la retraite à la loterie » nous permet de toucher un maximum de monde.

Alors pour un système de retraite juste et solidaire qui permette de vivre, une mobilisation s'impose. Ne lâchons rien.

Mais je n'oublie pas les questions de santé. La santé n'est pas une dépense mais un investissement. Notre santé publique a besoin de moyens. Des moyens financiers par le biais des

cotisations sociales, je l'ai évoqué.

De moyens humains aussi avec des agents reconnus dans leur métier et leur qualification. C'est que réclame le personnel des urgences au travers de l'appel à la grève lancé par la CGT. On peut évoquer la situation de la psychiatrie et généraliser à l'ensemble de la fonction publique hospitalière.

Notre projet du 100% sécu est plus que jamais d'actualité. Il est le symbole d'une société moderne et solidaire.

Des services publics partout pour toutes et tous, voilà la campagne que nous venons de lancer face à l'attaque sans précédent du gouvernement sous couvert de réforme de la fonction publique, la suppression de 120 000 emplois et du statut des fonctionnaires. MACRON a fait la promesse d'aucune fermeture d'hôpitaux ou d'école sans accord des maires concernés.

C'est, d'une part, oublier les ravages du passé car quoi de plus dramatique pour un territoire que de voir fermer une maternité, c'est-à-dire son avenir et c'est, d'autre part, nous promettre à l'avenir des hôpitaux sans lits et des écoles sans classes faute de moyens financiers et humains.

La fonction publique répond au besoin de cohérence de notre pays en termes de solidarité, d'égalité, d'aménagement du territoire et d'emplois. Elle touche de nombreux domaines comme l'éducation ou la santé, je viens de les citer, mais aussi la culture, la justice, la sécurité etc, elle favorise et permet la cohésion sociale.

Cette mission ne peut être menée que par des agents dont le statut assure ce lien direct avec les citoyens, en toute indépendance des marchés financiers, mais aussi des élus politiques tant au niveau territorial que national.

Le statut n'est donc pas un privilège pour les fonctionnaires mais avant tout une garantie pour les usagers. Je ne développe pas plus mais je veux le redire ici.

Cette bataille est essentielle pour toute la CGT que l'on soit fonctionnaires ou usagers.

Alors sur les services publics, non plus, nous ne lâcherons rien.

Notre vision des services publics va bien au-delà de la seule fonction publique. C'est pourquoi nous portons l'idée que des secteurs comme l'énergie, la communication, les transports, l'eau et bien d'autres doivent relever de la sphère publique.

Une appropriation publique par les salariés et les citoyens pour échapper aux exigences des actionnaires et dans l'intérêt général.

C'est pourquoi nous soutenons nos camarades d'ADP contre la privatisation de l'entreprise, la lutte des cheminots qui se poursuit à la SNCF et celle des énergéticiens contre, entre autres, la vente et la privatisation des barrages hydrauliques.

Afin d'assurer les moyens financiers de cette ambition, la CGT porte un ensemble de propositions pour la reconquête et le développement des outils de financement avec la création d'un pôle financier public.

Notre bataille sur les services publics se conjugue avec celle de l'industrie. « *Pas de services publics sans industries et pas d'industries sans services publics* ». En matière d'industrie, nous avons beaucoup œuvré. Je vous renvoie à nos publications ou nos différentes initiatives sur le sujet.

Nous sommes dans ce domaine aussi confrontés à une casse sans précédent de notre outil industriel soumis à la pression du capital et de ses actionnaires, et une désertion des gouvernements.

Rarement d'ailleurs, nous avons eu un ministre qui s'est autant agité, autant indigné, avec pourtant aussi peu de résultats. Demandez à nos camarades de GM&S ou FORD par exemple, ce qu'ils en pensent ?

Les dirigeants patronaux et leurs relais gouvernementaux tentent de nous opposer aujourd'hui deux idées majeures. Il y aurait une industrie du futur à développer en opposition avec ce qu'il nomme « la vieille industrie ».

L'arrivée massive du numérique, de l'intelligence artificielle conduirait inexorablement à des catastrophes en matière d'emplois dits traditionnels. Ce n'est pas nouveau. L'industrie a toujours évolué au fil des évolutions technologiques, grâce à la recherche et aussi à l'intelligence et au savoir-faire humain.

Mais, systématiquement, les progrès technologiques ont été mis au service de la finance au détriment des emplois et des conditions de travail notamment.

C'est bien cette logique qu'il faut inverser pour une véritable reconquête et un développement de l'industrie, en y associant salariés et population concernés. Il faut se sortir des caricatures et promouvoir une politique industrielle qui relocalise ses capacités de production, la mise en place de circuits courts et la fabrication de produits durables.

Nous avons identifié et matérialisé plusieurs projets industriels répondant aux besoins, créateurs d'emplois et ancrés dans un territoire.

Je citerai par exemple le projet de création d'une filière française de l'imagerie médicale des camarades de THALES. Une industrie au service de la qualité des soins et répondant aux besoins des soignants, cela pourrait imaginer et résumer notre vision d'une véritable politique industrielle.

Urgence sociale et urgence environnementale sont indissociables. On ne règle pas les problèmes de la planète en culpabilisant en permanence les citoyens qui sont en difficulté dans leur quotidien.

Difficile de faire admettre à ceux qui n'ont rien qu'il faut consommer mieux et bien. Leur problème et leur urgence sont ailleurs. Pour illustrer mon propos, quand des millions de foyers sont en précarité énergétique dans ce pays, il est pour le moins déplacé de leur demander de faire des économies d'électricité. Les dirigeants de la planète sont beaucoup moins véhéments lorsqu'il s'agit de pointer les responsabilités des multinationales en matière de catastrophes écologiques.

Nos propositions en matière environnementale sont nombreuses, tant au niveau des transports, nous en avons fait la démonstration à la SNCF, qu'au niveau de l'habitat et du logement.

Je peux également citer notre souci de concilier industrie et écologie au travers des projets portés, par exemple, par nos camarades de la centrale thermique de Cordemais en Loire Atlantique ou d'ARJO WIGGINS à Crèvecœur en Seine et Marne.

Il en a été aussi question au niveau alimentaire au moment des assises du même nom. Mais notre particularité d'organisation syndicale, c'est également de faire le lien entre organisations du travail et écologie.

A titre d'exemple, multiplicité des horaires de travail, flexibilité et environnement ne sont pas compatibles. Cela favorise les déplacements individuels au détriment du transport collectif.

La CGT doit être plus présente sur les enjeux environnementaux et la préservation de la planète. Nous devons faire preuve d'esprit d'ouverture pour réfléchir et travailler encore mieux avec des associations et des ONG.

Il me semble nécessaire que notre préoccupation sur l'écologie soit plus visible et plus concrète, y compris dans notre document d'orientations.

Enfin, un des symboles de notre projet reste, me semble-t-il, la réduction du temps de travail et la référence des 32 heures hebdomadaires. Une proposition à contre-courant des idées dominantes, certes, mais la mesure la plus efficace pour aller vers le plein emploi. Les 32 heures, c'est la possibilité de créer 4 millions d'emplois.

Travailler plus, c'est un retour au passé. Travailler moins pour travailler tous et mieux, c'est la modernité.

Oui, nous avons un véritable projet de transformation sociale qui place la réponse aux besoins, l'humain au cœur. Certes, il est à contre-courant des idées dominantes et parce qu'il offre des perspectives de progrès social.

Conjuguer l'amélioration du quotidien et notre visée de transformation de la société, ce que nous appelons la double nature, c'est le syndicalisme CGT. « *Au cœur du travail pour bâtir l'avenir* », le slogan de notre congrès correspond bien à cette ambition.

Le quotidien, c'est de s'occuper du travail et quand on est la Confédération Générale du Travail, quoi de plus normal. Cette démarche n'est donc pas nouvelle. Mais le rapport au travail pour des millions de travailleurs et travailleuses s'est dégradé.

Tout le monde le constate lors des échanges que l'on peut avoir sur le terrain. S'occuper du travail est complémentaire de la revendication sociale. Valoriser le travail, c'est mettre en avant la reconnaissance et le paiement des qualifications et non pas des postes.

Retrouver le sens du travail, c'est favoriser la démocratie à l'entreprise et redonner la parole à celles et ceux qui produisent, qui créent. C'est aussi évoquer les conditions de vie et de travail. Bien faire son travail, c'est très souvent se sortir de la logique financière et de la pression des actionnaires pour viser la qualité, l'innovation ou la réponse aux besoins.

Trop de salariés, de toutes catégories, que je croise dans mes déplacements, me disent régulièrement : « maintenant quand je bosse, mon patron ne me pas demande si ce que je fais, ça marche, mais combien ça va rapporter ».

Eh bien, la finalité du travail, ça n'est pas pour nous le montant des dividendes versé aux actionnaires.

Des syndicats ont mené des expériences intéressantes dans ce domaine. Elles permettent non seulement des victoires revendicatives mais également un renforcement de notre organisation. Elles confortent les salariés dans leur pouvoir d'agir.

Retrouver de la liberté dans l'exécution de son travail est bien un enjeu majeur et la CGT doit être omniprésente dans ce domaine.

Mes chers camarades, je voudrais poursuivre et terminer ce rapport introductif par un sujet qui me semble essentiel pour nous tous et qui fait que nous sommes rassemblés durant 5 jours. Je parle de la CGT, notre CGT.

Je veux le faire comme à mon habitude, comme c'est notre habitude dans cette belle maison avec un parler vrai, sans détour pour que l'on se comprenne bien. Depuis plusieurs années, nous faisons un certain nombre de constats sur notre fonctionnement, nos modes d'organisation.

Nous prenons même des résolutions importantes mais qui, dans les faits, tardent à se mettre en œuvre. Cela a des conséquences graves pour notre syndicalisme et je pense qu'il est plus que temps, voire urgent, de réagir collectivement.

Nous nous revendiquons plus que jamais comme un syndicalisme de classe car, oui, plus que jamais, le monde est bien divisé en deux camps. Celui du capital et celui du travail.

Et nous devons le revendiquer haut et fort, tous ceux qui sont dans le camp du travail, quel soit leur statut social ou la taille de leur entreprise, leur origine, leur nationalité, leur type de contrat de travail ou bien celles et ceux qui n'ont pas, ont toute leur place à la CGT.

Refuser les dérives du monde libéral, cela ne veut pas dire rejeter ou abandonner toutes celles et ceux qui le subissent et qui en sont victimes, comme les travailleurs des plateformes numériques, les autoentrepreneurs et bien d'autres.

N'hésitons pas, ouvrons nos portes en grand au monde du travail dans toute sa diversité.

Syndicalisme de classe est indissociable du syndicalisme de masse pour nous. Car nous refusons d'être une avant-garde, même éclairée, une sorte d'élite syndicale qui expliquerait aux plus nombreux ce qui est bon ou pas pour eux.

Un syndicalisme de masse, c'est faire en sorte que notre CGT soit à l'image de la population, c'est-à-dire à parité.

Eh oui, camarades, un être humain sur deux est une femme dans le monde. Mais chez nous, seulement 38,5% des syndiqués sont des syndiquées. Et pourtant, nos adhésions font état d'une quasi-parité. Si nous avons progressé dans la présence des femmes au 52^{ème} Congrès, puisque nous passons de 41% au précédent à 45% aujourd'hui, ce n'est toujours pas la parité.

Il y a donc des choses à revoir dans notre organisation pour que les femmes prennent toute leur place dans la CGT. C'est ce qui ressort de la consultation baptisée « femmes, la CGT, vous la voyez comment ? » et qui a généré 10 000 réponses. Nous devons en tirer des enseignements et surtout agir pour que tout ce que fait et produit la CGT en direction des femmes soit plus visible dans les entreprises et plus généralement dans la société.

Si la journée du 8 mars est un rendez-vous important de ce combat et, là encore, nous avons du boulot pour égaler nos voisines et voisins espagnols, c'est bien au quotidien que cette lutte doit être menée.

L'engagement des femmes, leur prise de responsabilité dans la CGT implique une exemplarité de nos comportements en interne. Je me félicite que nous n'ayons pas attendu l'affaire WEINSTEIN pour nous engager dans ce combat et mettre en place une cellule de veille contre le harcèlement et les violences faites aux femmes dans notre organisation. Mes camarades, nous devons être exemplaires dans ce domaine.

Ce n'est pas une opposition entre les femmes et les hommes mais une action qui doit engager toute la CGT. Il faut pour cela du courage politique et surtout des actes dirigeants assumés.

Nous devons également donner plus de place à la jeunesse. Leur laisser plus de place, cela ne veut pas dire adhérer à la CGT, s'asseoir et attendre son tour pour prendre des responsabilités.

C'est d'abord les écouter, les laisser parler parce que leur vécu pour entrer dans la vie active, leur rapport au travail n'est pas le même que la génération précédente. Lorsque 80% des embauches se font aujourd'hui en CDD, la précarité, ils peuvent en parler mieux que les autres.

Lorsqu'environ 50% des étudiants sont obligés de travailler pour payer leurs études, voilà une bonne occasion d'aller à leur rencontre et de les accueillir dans notre organisation sur le lieu de travail.

En partant évidemment du principe qu'ils sont souvent présents au boulot lorsque ceux qui ont un statut, CDI ou autres ne le sont pas et que cette situation, ils ne l'ont pas choisie, ils la subissent.

Enfin, il faut redoubler d'efforts pour organiser les privés d'emploi. Il existe trop peu encore de comités locaux dans les départements. Les chômeurs ont des droits, même s'ils sont attaqués à l'exemple du projet de réforme de l'assurance chômage. Nous devons être à leurs côtés, non seulement pour qu'ils les préservent mais pour en conquérir d'autres.

Il faut briser cette odieuse campagne consistant à les considérer comme des fainéants puisque soi-disant payés à ne rien faire. En ce sens, rappeler que plus d'un sur deux n'a aucune indemnité n'est pas inutile. Mais je pense que notre préoccupation essentielle, c'est de veiller à articuler notre activité en direction des privés d'emplois avec celle des syndicats dans les entreprises.

Il n'y a pas d'âge pour adhérer à la CGT. Si la question de la continuité nous préoccupe beaucoup, et à juste titre, il y a un peu plus de 14 millions de retraités dans ce pays pour un taux de syndicalisation à la CGT de 0,7%.

On peut donc dire qu'il y a du potentiel. Il faut conjuguer nos efforts sur le besoin de rester syndiqués à la retraite autour d'un slogan qui pourrait être, « syndiqué un jour, syndiqué toujours », et d'avoir une vraie démarche de déploiement vers les retraités qui n'ont encore jamais été syndiqués.

Ces deux aspects sont complémentaires et sont l'affaire de nos structures territoriales et professionnelles

Si la forme d'engagement et de militantisme ne peuvent ressembler en tous points à celles des actifs, les revendications demeurent. Elles évoluent et certaines émergent au moment du passage à la retraite.

Il faut donc poursuivre notre réflexion commune sur la diversité des formes d'organisation de nos sections de retraités, entreprises ou territoires. A nous d'être intelligents pour qu'autonomie rime là aussi avec complémentarité et convergences au service de toute la CGT.

Oui, la CGT doit être cette organisation de masse qui rassemble toute la diversité du monde du travail.

La qualité de notre vie syndicale, c'est essentiel. On peut crier haut et fort grève générale mais posons-nous d'abord et surtout la question de l'absence dans les actions professionnelles ou interprofessionnelles d'une partie importante de nos syndiqués.

Si les syndiqués sont absents, quid des salariés ? Il y a ceux qui doutent de l'action certes, mais aussi et ils sont souvent les plus nombreux, de ceux qui découvrent au dernier moment ou qui ne sont pas au courant de nos initiatives.

Nous rééditons un document intitulé : « *Un syndicat, c'est quoi ?* » et vous avez la chance, vous les délégués, de l'avoir en exclusivité avant sa diffusion officielle. Il permet de réaffirmer que la structure de base de la CGT, c'est le syndicat.

Une structure au plus près des réalités et des contradictions du travail, un lieu pour débattre, décider et agir collectivement. Un lieu de démocratie où chacune et chacun est libre d'exprimer son point de vue dans la recherche d'une démarche collective. Une organisation qui prend en compte les diversités revendicatives pour mieux travailler les convergences d'action. Réunir les syndiqués, ce n'est jamais une perte de temps.

Nous connaissons une baisse régulière du nombre de nos adhérents, environ 43 000 depuis 2012 dont 23 000 de 2015 à 2017, dernière exercice clos. Pourtant, durant cette même période, nous avons enregistré environ 236 550 adhésions dont 112 840 de 2015 à 2017.

Le phénomène de ce que nous nommons le panier percé n'est donc pas une légende mais les trous du panier s'agrandissent. C'est particulièrement vrai en matière de continuité syndicale mais pas uniquement.

A noter que 84 050 de nos adhérents sont des syndiqués isolés soit + 10 000 en 4 ans malgré une résolution d'un de nos précédents congrès qui affirmait « pas de syndiqués sans syndicats ».

Certes, nous devons moderniser notre outil de connaissance des syndiqués et c'est ce qui est prévu avec la mise en place de la carte permanente de la V2 du Cogitiel. Les tests et les mises à jour sont en cours. Nous devons retrouver cette culture d'organisation et c'est la Confédération qui doit impulser cette démarche. Une Confédération toujours plus au service des syndicats et de ses organisations.

Il en est de même quant à notre représentativité, ce qui nous a conduits à la seconde place, public et privé confondus. Ce recul est d'abord dû à notre déficit d'implantation. C'est vrai dans les TPE avec un taux de participation très faible.

C'est l'occasion pour moi de vous rappeler que de nouvelles échéances approchent et que nous lancerons la campagne électorale dès le mois de septembre. C'est tout aussi vrai dans les

PME mais cela existe également dans des plus grosses boîtes.

Au total, la CGT est absente pour 34% du corps électoral dans le privé, soit l'équivalent de près de 2 900 000 inscrits. C'est ce qui explique aussi notre retard par rapport à la CFDT qui a un taux d'implantation plus élevé que le nôtre. Les déserts syndicaux existent également dans les entreprises où nous sommes implantés.

On peut faire 90% dans le 1er Collège et ne plus être représentatifs dans un établissement ou une entreprise. C'est pourquoi le besoin d'organisations spécifiques ne devrait plus faire l'objet de discussions dans la CGT. Et pourtant, il me semble que nous reculons en la matière.

Il y a besoin d'organiser les ICT à l'entreprise et au niveau territorial dans des structures qui leur permettent de discuter sereinement de leurs problèmes et de construire leurs revendications. Il ne s'agit pas de construire une autre CGT comme on l'entend trop souvent.

Il ne s'agit pas non plus de dire ou d'écrire avec d'autres mots ce que fait ou dit le syndicat ouvriers en apposant un logo sur un tract ou sur un site internet. Le syndicalisme spécifique de la CGT, ce n'est pas une question de forme, c'est une question de fond.

Travailler le spécifique dans une organisation confédérée comme la nôtre, c'est faire émerger des revendications d'une catégorie professionnelle afin de favoriser le rassemblement et éviter les oppositions que porte en son sein le syndicalisme catégoriel, qui a d'ailleurs tendance à se multiplier souvent sous l'impulsion des directions d'entreprises.

Certains camarades considèrent, je l'ai lu ou entendu çà ou là, que ces résultats seraient la condamnation de la stratégie de la direction confédérale.

Nous acceptons toujours les remarques et les critiques mais ne tombons pas dans la caricature des supporters de football qui selon les résultats de leur équipe disent : « On a gagné ou ils ont perdu ».

Car mes camarades, on ne perd pas partout, loin de là. Ce sont ces contradictions en priorité qui demandent des réponses de notre part. Nous constatons ainsi des différences dans nos résultats entre des entreprises où notre implantation est historique, diraient certains, et les nouvelles bases.

La Confédération a engagé un travail important avec un collectif dédié pour faire un état des lieux de notre représentativité et de nos déserts syndicaux en lien avec les départements et les fédérations. Cela s'est fait également dans quelques grands groupes pour aider les camarades au plus près de leur réalité.

Ce travail doit être accéléré car, collectivement, nous avons identifié les problèmes et les solutions pour reconquérir notre première place dans le paysage syndical de notre pays.

Nous l'avons souvent évoqué dans les risques de dérive institutionnelle du syndicalisme. Avec la dernière réforme du Code du Travail, c'est bien ce que MACRON et le MEDEF veulent accentuer en conjuguant moins de moyens humains avec plus de boulot pour les élus. Sophie BEROUD, chercheuse en science politique, dans une interview dans l'excellente NVO du mois d'avril dernier, explique parfaitement, me semble-t-il, le défi que nous avons à relever.

Je la cite : « *ou bien des équipes syndicales déjà bien en place parviennent à maintenir des dynamiques militantes y compris du côté de celles et ceux qui vont perdre leur mandat ou qui n'en n'auront pas : ce qui pourrait constituer un souffle nouveau pour le syndicalisme, avec des engagements dissociés des mandats et des instances. Ou bien on va, au contraire, assister à une concentration encore plus forte de l'activité syndicale sur les seuls élus et mandatés, lesquels auront tellement à faire au niveau de l'entreprise qu'ils n'auront plus du tout de temps à consacrer aux structures interprofessionnelles ...* » Fin de citation, et on pourrait rajouter aux syndiqués et aux salariés.

Notre conception du syndicalisme, ce n'est pas de générer des experts capables de tenir tête, même avec les meilleurs arguments, à d'autres experts patronaux ou gouvernementaux.

Or, c'est bien un des objectifs de cette évolution du droit du travail. Il nous propose même des formations communes pour parler le même langage et ainsi mieux se comprendre. Je n'ai pour ma part jamais réussi à convaincre un patron sans rapport de force.

Il faut donc bien dissocier notre activité syndicale et la question de notre présence dans des institutions quelle qu'elle soit. C'est bien le syndicat et sa direction qui imprime la vie et l'activité syndicale, pas l'agenda patronal ou gouvernemental. Cette démarche doit être la nôtre du syndicat jusqu'à la Confédération car il ne s'agit de culpabiliser personne.

Cela pose la question de notre rapport aux syndiqués et aux salariés qui doit être notre priorité. Leur demander leur avis par des consultations régulières, respecter cet avis bien sûr même s'il ne nous convient pas tout à fait, ce n'est pas nous renier.

Cette pratique de la consultation vaut également dans notre prise de décisions pour nos initiatives d'action, tant sur la forme que sur le fond. C'est bien notre conception et notre revendication de plus de démocratie, notamment dans les entreprises, qui doit s'appliquer aussi à notre syndicalisme.

Alors oui, notre rapport aux salariés est essentiel et notre priorité. Comme me le disait mon camarade du Burkina Faso, Bassolma BAZIE, Secrétaire général de la CGTB, lors de mon récent déplacement en Afrique, je vous le livre presque littéralement. « Un bon militant se mesure à la poussière qu'il a sur ses pieds, pas à celle qu'il a sur les fesses »

La CGT est belle disait Georges SEGUY. Oui elle est belle mais elle demande aujourd'hui plus d'homogénéité dans ses modes de fonctionnement, dans ses règles internes.

Il ne s'agit pas de remettre en cause notre principe du fédéralisme, notre liberté de débattre, la diversité des avis et opinions mais de mieux travailler ensemble et de façon plus confédéralisée.

Nous ne regagnerons pas de terrain sur nos forces organisées, sur notre représentativité et dans le développement des luttes si, collectivement, nous n'avons plus le souci de l'interprofessionnel, avec comme priorité nos structures de proximité que sont les unions locales.

Dans de nombreux départements ou régions, des initiatives ont été prises pour redéfinir le rôle et la place de nos UL, leur périmètre d'intervention. Il ne s'agit pas de casser ce qui fonctionne mais de l'améliorer tout en corrigeant dans les endroits où nous éprouvons des difficultés, où nous sommes quasiment inexistantes. Si nous avons besoin de lieu d'accueil des travailleurs et travailleuses, quelle réflexion avons-nous pour aller à leur devant, là où ils travaillent ? Car les lieux de travail ont bougé, les bassins d'emplois évoluent ou se créent et nous en sommes souvent absents.

Nous devons réfléchir à des structures mobiles qui vont à la rencontre du monde du travail à l'exemple de ce qui fait dans certaines UL ou UD, je pense à Narbonne ou à Morlaix.

Cela pose la question des moyens financiers et humains pour nos unions locales. Celles-ci ne peuvent être des locaux syndicaux réservés aux isolés, comme on dit, et désertés par des syndicats plus structurés car toutes les forteresses s'effondrent, un jour ou l'autre, lorsqu'elles sont entourées par le désert.

Il ne peut cohabiter dans notre organisation une CGT à deux vitesses.

Il faut également lancer une réflexion sur la répartition de nos moyens financiers. Evidemment, cette question passe d'abord par notre renforcement en adhérents et en cotisations. Mais pas uniquement.

Un certain nombre de nos règles en la matière doivent évoluer et cela doit être un des chantiers prioritaires de ce prochain mandat afin que chacune de nos organisations ait les moyens de fonctionner et d'agir.

Dans ce contexte, notre proposition d'annexe au statut autour de la place des comités

régionaux, ressemble à une goutte d'eau par rapport aux évolutions nécessaires dans notre organisation.

Des camarades croient entrevoir entre les lignes une stratégie de remise en cause de telles ou telles structures en nous alignant ainsi sur des modes de fonctionnement d'autres confédérations. Mes camarades, il faut arrêter de lire entre les lignes et penser à ce que nous devons faire pour nous adresser au monde du travail dans toute sa diversité et surtout le faire.

Je le répète, il ne s'agit ni de supprimer telles ou telles structures, ni de nous adapter à des décisions gouvernementales ou administratives, mais de mieux définir le rôle et les champs d'interventions des unes et des autres. Travailler la complémentarité plutôt que la concurrence, tel doit être notre objectif. Cela concerne les territoires comme les professions.

Certains salariés attendent trop longtemps à la porte de la CGT et parfois la porte ne s'ouvre jamais. D'autres rentrent mais repartent parce qu'on n'a pas prévu de case pour eux.

Or, un travailleur, une retraitée, un jeune qui vient nous voir ne nous demande pas d'adhérer à la fédération « machin » ou à l'UL « truc ». Ils veulent adhérer à la CGT. A l'inverse, lorsqu'on propose l'adhésion, on se contente de dire : « est ce que tu veux adhérer à la CGT ? ». Rien d'autre ! Ce n'est pas à celles et ceux qui veulent rejoindre la CGT à s'adapter à notre organisation ou à nos structures mais bien l'inverse.

D'où l'urgence de développer les syndicats territoriaux, de site ou d'établissement à caractère multi professionnel.

Cela nous concerne toutes et tous. Il y a trop de conflits internes concernant les affiliations, demandez aux camarades de la Commission. Cela nous coûte énormément en temps et en argent.

Et on demande aujourd'hui aux juges, voire à nos patrons, de nous départager ou de nous expliquer nos statuts et nos règles de vie. On marche sur la tête camarades.

Tous nos adhérents doivent être assurés de pouvoir participer à une formation CGT car le constat que nous faisons est inquiétant. Trop de formations dites syndicales sont assurées en-dehors de notre organisation et, je l'ai dit, le gouvernement a enfoncé le clou avec les formations communes.

Nous avons fait évoluer notre cursus de formation syndicale pour mieux répondre aux besoins et l'attente des syndicats et des syndiqués. Tout n'est pas encore parfait, j'en conviens. A nous de continuer à l'améliorer collectivement.

Enfin, nous devons poursuivre nos efforts en matière de communication, c'est le sujet sur lequel, comment dire, je me fais le plus engueuler. Pourtant, les supports ne manquent pas, notamment les publications et parfois, c'est pour se répéter.

Si la lecture de notre presse, je pense à la NVO mais aussi l'accès à « Ensemble », est importante, il faut notamment travailler encore plus à la diversité de nos supports.

Et je suis sûr que les jeunes ont des tonnes de suggestions sur le sujet. La question de la mutualisation de nos moyens et de nos ressources est donc posée en grand et de façon urgente pour faire face aux arguments et fausses informations du camp d'en face. Et eux, des moyens, ils en ont.

J'en suis convaincu, notre CGT dérange parce que nous refusons, parce qu'elle refuse de s'adapter au monde que la finance et les puissants veulent nous imposer.

Oui, la CGT a de l'avenir mais cet avenir sera d'autant plus radieux si ses militantes et militants, ses syndiqués sont toujours en phase et immergés avec les réalités et les préoccupations de celles et ceux qui font le monde du travail.

Une CGT utile et efficace au quotidien mais qui, dans le même temps, propose des alternatives pour un monde meilleur, des alternatives pour une transformation sociale de la société. Une CGT avec des militantes et des militants qui travaillent tous ensemble à la réussite d'une puissante mobilisation dont le monde du travail a besoin pour aller vers de nouvelles conquêtes sociales.

Alors bons débats à tous et toutes.

Vive notre 52^{ème} congrès, vive la CGT !